

*Les subsides*

Il y a une pénurie d'emplois au Canada. Toutefois, il n'y a pas de pénurie de travail. Quand on examine la situation d'un bout à l'autre du Canada, on constate qu'il y a diverses tâches à accomplir. La question qui se pose alors est la suivante: le gouvernement a-t-il adopté comme politique de ne pas entreprendre ces travaux ou, à cause de contraintes financières, le gouvernement estime-t-il qu'il vaut mieux investir le capital ailleurs? Voilà ce qu'il faut se demander.

Quand on considère la conjoncture générale, il est difficile d'imaginer que nous puissions du jour au lendemain créer un emploi, au sens habituel du terme, pour chaque chômeur ainsi que pour tous les nouveaux venus sur le marché du travail. Nous savons tous que les transformations techniques, par leur nature même, visent à réduire la participation des travailleurs. Les techniques nouvelles, l'informatisation et la robotique qui ont fait leur apparition partout au Canada vont, par nécessité et à cause de leur nature même, éliminer nombre d'emplois traditionnels.

Je me souviens que, au cours des années 50 et 60, en Ontario, les jeunes passaient directement de l'école secondaire et de l'université au marché du travail puisqu'il n'y avait pas de collèges d'enseignement professionnel dans la province. Ces jeunes s'attendaient à occuper des emplois traditionnels, des emplois que leurs pères voire même leurs grands-pères avaient occupés auparavant. Dans la ville de Hamilton, on regardait du côté de la Steel Company of Canada, de la Dominion Foundries and Steel, de l'International Harvester Company, de Proctor and Gamble et peut-être aussi de l'industrie automobile établie à l'extérieur de la ville. Il y avait même à cette époque la compagnie Studebaker maintenant disparue. C'est là que les jeunes de Hamilton s'attendaient à trouver un emploi. Au fil des ans et de l'évolution technologique, ces employeurs ont, parfois à tort à mon avis, réduit la nécessité de la présence humaine sur les lieux du travail.

Nous allons devoir affronter un problème redoutable. Comment créer ces emplois traditionnels? Honnêtement, je pense que cela sera impossible. Nous ne pourrions suivre l'évolution des techniques ni maintenir notre capacité de production et notre compétitivité si nous nous en tenons à la production manuelle pendant que, à l'étranger, on opte pour la mécanisation et la robotisation. Nous serons donc aux prises avec un grave problème. Nos aciéries ne pourront continuer à offrir autant d'emplois aux travailleurs. Les emplois seront également moins nombreux dans l'industrie automobile, dans la fabrication des bouteilles, des boîtes de conserve et bien d'autres entreprises de fabrication. Qu'allons-nous faire, monsieur le Président?

Si la technologie a tellement réduit le nombre d'emplois traditionnels, c'est du côté des emplois nouveaux qu'il faudra chercher. Il faudra aussi trouver des moyens de faciliter l'accession à ces nouveaux secteurs d'emploi tout en veillant à ne pas alourdir les prix de revient par rapport à l'économie mondiale.

D'aucuns estiment qu'il suffit de stimuler la consommation et que tout rentrera dans l'ordre. Tel n'est pas le cas. À l'heure actuelle, le Canada n'utilise qu'environ 70 p. 100 de sa capacité de production selon la technologie courante. En fait, monsieur le Président, même si les gens consommaient davantage, le matériel de production déjà en place peut produire bien plus avec un léger accroissement des effectifs. Ce n'est sûrement pas la solution au problème.

Au fond, quel est le véritable problème, monsieur le Président? Le vrai problème est quelque peu différent. Pourquoi les gens veulent-ils travailler? Non seulement un emploi procure toutes sortes d'avantages et permet de trouver sa place dans la structure sociale, mais la principale raison pour laquelle on travaille, c'est pour toucher un revenu. C'est pour la même raison que des travailleurs prolongent leur vie active, font des heures supplémentaires. C'est toujours pour la rémunération qu'ils occupent des emplois fatigants ou exténuants qui leur offrent bien peu de chances de s'épanouir. Mais ils travaillent quand même parce qu'ils ont besoin d'argent.

Nous, Canadiens, devons examiner différents moyens d'accroître les perspectives d'emploi pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail. Pour ce faire, il faudra peut-être prendre des décisions critiques concernant les heures de travail et la durée de la semaine de travail. Il faudra peut-être voir si les régimes de pension actuels, tant privés que publics, permettent aux travailleurs de quitter la population active au moment où ils éprouvent de plus en plus de difficultés à exécuter leur travail. Ou bien ils devront chercher un travail moins pénible, moins exigeant, sans perte de revenus qui leur causerait toutes sortes de difficultés d'ordre financier, ou encore profiter d'un nouveau programme leur permettant de prendre une retraite anticipée. On pourrait ainsi libérer de nombreux emplois traditionnels.

Dans les années 40, 50 et 60, nous sommes passés d'une semaine de travail de 60 heures, à une semaine de travail de 48 heures puis de 40 heures. Selon moi, nous devrions nous demander sérieusement si le moment n'est pas venu de réduire davantage la semaine de travail compte tenu de notre capacité de production et de consommation.

Nous devrions également nous pencher sur les critères d'admissibilité aux avantages dans le cas des personnes qui ne peuvent se trouver un emploi. Lorsqu'un jeune quitte l'école pour entrer sur le marché du travail, même s'il se présente à toutes les entrevues, donne son nom au Centre de main-d'œuvre et envoie un curriculum vitae à tous les employeurs possibles de la région, il risque de s'apercevoir qu'il y a pénurie d'emplois. Or, nous disons aux jeunes qu'ils n'ont droit à aucun revenu puisqu'ils n'ont jamais travaillé auparavant. D'une part, nous ne pouvons créer d'emplois pour eux et d'autre part, s'ils ont le malheur de venir tout juste de terminer leurs études et de n'avoir donc ni acquis d'expérience sur le marché du travail ni contribué à un programme d'assurance, ils n'ont droit à aucun revenu. C'est insensé, selon moi.